

CARSTAIRS, Charles and WARE, Richard (Eds.). *Parliament and International Relations*. Bristol (PA), Open University Press, 1991,207 p.

Érick Duchesne

Migrations et relations transnationales
Volume 24, Number 1, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703139ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/703139ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Duchesne, É. (1993). CARSTAIRS, Charles and WARE, Richard (Eds.). *Parliament and International Relations*. Bristol (PA), Open University Press, 1991,207 p. *Études internationales*, 24 (1), 214–216. <https://doi.org/10.7202/703139ar>

s'adapter à l'évolution des connaissances scientifiques et du contexte politique. Mais cela peut également faciliter la remise en question des progrès antérieurs lorsque changent les distributions de puissance ou d'intérêts. L'analyse de l'impact des négociations sur l'évolution de ces distributions mérite donc d'être approfondie.

La personnalité et l'expérience de l'auteur suggèrent certaines limites de l'ouvrage. Cette dynamique politique n'étant pas remise dans le contexte de négociations antérieures sur d'autres questions environnementales, ce qui apparaît nouveau à l'auteur ne l'est souvent pas. Benedick démontre également une tendance compréhensible à privilégier la dextérité diplomatique des négociateurs, au risque de négliger d'autres facteurs sous-jacents qui permettent à celle-ci d'aboutir.

Mais il faut surtout regretter l'absence d'analyse détaillée des positions américaines. L'auteur souligne l'importance des intérêts commerciaux des entreprises américaines et le rôle des scientifiques et des environmentalistes, sans analyser les formes et les conditions de leur influence respective, ou expliquer le résultat de leurs interactions. Les luttes bureaucratiques, qui caractérisent le développement des positions américaines dans ce domaine, sont passées sous silence, alors qu'elles ont dû se manifester au sein de sa propre délégation. L'importance relative des coalitions transnationales est également laissée de côté.

L'expérience de Rio souligne les difficultés de cette nouvelle diplomatie rendue plus complexe par la

fusion des problématiques nationales et internationales. La multiplication des intérêts – et donc des acteurs – en jeu bouleverse les techniques diplomatiques traditionnelles. Mais cette nouvelle diplomatie changera aussi selon le type de problèmes abordé; ce qui est une leçon pour l'ozone peut devenir un handicap pour la diversité biologique. Même l'espoir que ces négociations faciliteront la poursuite d'une convention sur les changements climatiques s'est avéré plus difficile à réaliser lorsque l'activisme américain fait défaut. Les accords de Montréal et de Londres pourraient être davantage des exceptions que les symboles d'une nouvelle direction.

Philippe Le PRESTRE

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

CARSTAIRS, Charles and WARE, Richard (Eds.). *Parliament and International Relations*. Bristol (PA), Open University Press, 1991, 207 p.

L'étude du rôle et de l'influence du Parlement dans la conduite de la politique extérieure britannique échappe depuis déjà plus de deux décennies au champ d'analyse des relations internationales de la Grande-Bretagne. La dernière œuvre majeure sur cet objet d'étude fut celle de Peter Richards en 1967 (*Parliament and Foreign Affairs*, London, George Allen & Unwin). C'est donc avec un vent de fraîcheur que devrait être accueilli l'ouvrage collectif du *Groupe d'Étude du Parlement Britannique*, au moment où la coopération politique entre les membres de la Communauté économique euro-

péenne est vouée à s'accroître. Dans cette optique, les auteurs procèdent à une révision de l'implication du Parlement britannique dans la politique étrangère de ce pays.

Il est à noter que les directeurs du volume ont su, à travers un chapitre introductif et une conclusion récapitulative, éviter l'écueil, trop souvent commun aux ouvrages collectifs, de l'incohérence entre les diverses parties du volume. Les chapitres 2 et 5, rédigés respectivement par Crispin Poyser et Donald Shell tracent un portrait quantitatif exhaustif de l'évolution du rôle formel des membres de la Chambre des communes et de la Chambre des Lords dans le domaine des affaires étrangères britanniques. Il est toutefois à déplorer que la définition des auteurs de l'influence des parlementaires se limite à la fréquence et à la durée de leurs interventions sans se préoccuper du contenu et de la qualité de ces initiatives.

Dans le chapitre suivant, Richard Ware indique qu'en l'absence d'une constitution écrite, le rôle joué par le Parlement britannique à l'égard de la ratification des traités internationaux est sujet aux aléas des conventions et des pratiques. Toutefois, bien que les prérogatives de la négociation des traités soient le fait de l'Exécutif agissant au nom de la Couronne, la pratique stipule, depuis la règle Ponsoby de 1924, que tous les traités sujets à législation doivent être présentés au Parlement pour ratification au moins 21 jours avant qu'ils n'entrent en vigueur.

Les pages subséquentes sont consacrées à l'aspect souvent oublié des actions des parlementaires à l'extérieur de l'enceinte législative. Michael Lee dénote la croissance importante de la participation des parlementaires britanniques aux diverses associations inter-parlementaires ainsi que la fréquence accrue des échanges entre ceux-ci et les groupes d'intérêts nationaux et étrangers. Il ajoute que les ministres et les leaders de l'opposition hésitent à poursuivre des options qui attireraient inévitablement l'animosité du Parlement. Il est par contre regrettable que l'auteur ait omis d'interroger les principaux intervenants pour en savoir un peu plus sur l'importance des pressions qu'exercent en coulisses les membres du Parlement sur les principaux dirigeants britanniques.

Les études de cas explorées aux chapitres 6 à 9 (*La question de Gibraltar 1977-88, les réactions au raid américain sur la Libye en avril 1986, le Traité américano-soviétique sur les ENI et les relations britanniques avec le Chili*) constituent un point fort de l'ouvrage puisqu'elles couvrent des sujets très diversifiés qui viennent corroborer empiriquement certaines des affirmations des chapitres précédents. Par exemple, le cas du Chili démontre comment des pressions exercées à l'extérieur du parlement, autant de la part de groupes d'intérêts nationaux qu'étrangers, ont su attirer l'attention des parlementaires vers la situation interne d'un pays qui, avant la chute d'Allende n'offrait qu'un intérêt mineur et lointain pour les politiciens britanniques.

Le chapitre 10, de la plume de David Millar, sur la coopération politique européenne est certes celui qui soulève le plus d'intérêt. Millar trace l'évolution du processus de consultation et d'actions communes des Douze dans leurs interactions avec le reste du globe. À cet égard, il conclut que l'intensification de cette coordination politique pourrait éventuellement mener à une réduction considérable des pouvoirs du Parlement britannique. Il ajoute néanmoins qu'une telle passation des pouvoirs de Londres à Strasbourg n'est pas pour demain.

Cet ouvrage collectif saura intéresser les spécialistes des études comparées dans le domaine des institutions législatives. Néanmoins, le lecteur devra tout d'abord s'assurer d'avoir une bonne connaissance des règles parlementaires britanniques avant d'en commencer la lecture.

Érick DUCHESNE

Département de science politique
Michigan State University, États-Unis

DORAN, Charles F. *Systems in Crisis, New Imperatives of High Politics at Century's End*. New York, Cambridge University Press, 1991, 312 p.

Ceux et celles qui connaissent la collection *Cambridge Studies in International Relations* savent déjà que cette collection offre en général des volumes fort bien faits dont les sujets répondent à des préoccupations diversifiées allant des théories formelles en relations internationales aux études à caractère plus historique.

L'ouvrage de Charles Doran est l'un des ajouts les plus récents à la collection. L'auteur est loin d'être un nouveau venu dans la discipline des relations internationales. Depuis une vingtaine d'années, il a publié de nombreux textes sur des sujets en apparence variés mais qui tournaient finalement tous autour d'une préoccupation centrale.

La pensée de Doran s'est en effet toujours développée autour de cette question fondamentale en relations internationales : comment expliquer les transformations profondes du système international et éviter que ces transformations n'aboutissent à des situations de guerre ?

C'est en 1971 que l'auteur avait esquissé les premiers éléments d'analyse avec la publication de l'ouvrage *The Politics of Assimilation: Hegemony and its Aftermath* (Johns Hopkins University Press). Vingt ans de travaux ont ensuite permis de raffiner les concepts de base et de tester divers éléments du modèle d'analyse. Les résultats de ce travail apparaissent dans ce *Systems in Crisis* qu'il vient de publier.

Essentiellement, la théorie du cycle du pouvoir développée par Doran stipule que les transformations du système international s'expliquent par l'évolution dans la capacité nationale des principales puissances du système. L'innovation ici vient de la distinction proposée entre la croissance absolue de la capacité et sa croissance relative (obtenue par comparaison avec le taux de croissance absolue de l'ensemble des acteurs composant un système).